

28.05.2020 - 01:01 Uhr

COVID-19 : 86 millions d'enfants supplémentaires pourraient vivre dans un ménage pauvre d'ici à la fin de l'année



Une nouvelle analyse réalisée par Save the Children et l'UNICEF montre qu'en l'absence de mesures urgentes, dans les pays à revenu faible et intermédiaire, le nombre d'enfants vivant dans un ménage pauvre pourrait augmenter de 15 % pour atteindre 672 millions.

Le nombre d'enfants appartenant à un ménage pauvre pourrait augmenter de 86 millions, soit une hausse de 15 %, à l'horizon fin 2020, en raison des conséquences économiques de la pandémie de COVID-19, d'après une nouvelle analyse publiée aujourd'hui par Save the Children et l'UNICEF.

L'analyse souligne qu'en l'absence de mesures urgentes pour protéger les familles des difficultés financières dues à la pandémie, le nombre total d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté national dans les pays à revenu faible et intermédiaire pourrait atteindre 672 millions d'ici à la fin de l'année. Près des deux tiers de ces enfants vivent en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

L'Europe et l'Asie centrale pourraient enregistrer l'augmentation la plus importante (jusqu'à 44 %). La hausse pourrait atteindre 22 % en Amérique latine et dans les Caraïbes.

" La pandémie de maladie à coronavirus a entraîné une crise socioéconomique sans précédent qui obère les ressources des familles du monde entier ", a déclaré Henrietta Fore, Directrice générale de l'UNICEF. " L'ampleur des difficultés financières qui touchent les familles menace de réduire à néant des années de progrès en matière de réduction de la pauvreté des enfants et de priver ceux-ci de services essentiels. En l'absence d'action concertée, les familles qui parviennent à peine à joindre les deux bouts pourraient sombrer dans la pauvreté, et les plus pauvres d'entre elles pourraient être confrontées à un dénuement qui avait disparu depuis des décennies. "

Save the Children et l'UNICEF préviennent que les conséquences de la crise économique mondiale causée par la pandémie et les politiques de confinement mises en place se feront sentir en deux temps. En raison de pertes de revenus immédiates, les familles ne peuvent plus payer les produits et services élémentaires, notamment la nourriture et l'eau. Elles ont moins facilement accès aux soins ou à l'éducation et sont plus exposées au risque de mariage des enfants, de violence, d'exploitation et d'abus. Ensuite, lorsque des mesures de restriction budgétaire seront adoptées, la portée et la qualité des services dont dépendent les familles pourront également être réduites.

De plus, les familles qui n'ont pas accès à des services de protection sociale ou à des mesures compensatoires ont plus de difficultés à respecter les mesures de confinement et d'éloignement physique, ce qui augmente leur exposition à l'infection.

" Les conséquences brutales de la pandémie de COVID-19 en matière de pauvreté toucheront durement les enfants. Ceux-ci sont très vulnérables aux périodes, même courtes, de famine et de malnutrition dont ils peuvent subir les conséquences pendant toute leur vie. Si nous agissons maintenant, avec détermination, nous pouvons prévenir et limiter les menaces liées à la pandémie pour les pays les plus pauvres et certains des enfants les plus vulnérables. Cette publication doit alerter le monde entier. La pauvreté n'est pas inévitable pour les enfants ", a déclaré Inger Ashing, Présidente-directrice générale de Save the Children International.

Avant la pandémie, les deux tiers des enfants dans le monde n'avaient accès à aucune forme de protection sociale. Les familles étaient donc dans l'impossibilité de faire face aux chocs financiers et le cercle vicieux de la pauvreté intergénérationnelle se perpétuait. En Afrique, seuls 16 % des enfants bénéficient d'une protection sociale.

Des centaines de millions d'enfants sont touchés par la pauvreté multidimensionnelle, ce qui signifie qu'ils n'ont pas accès aux soins, à l'éducation, à une bonne nutrition ou à un logement adapté. Cette situation résulte souvent d'investissements inéquitables de la part des gouvernements dans les services sociaux.

Pour les enfants qui vivent dans des pays déjà touchés par le conflit et la violence, les conséquences de cette crise augmenteront le risque d'instabilité et de pauvreté. C'est dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, qui abrite le plus grand nombre d'enfants dans le besoin en raison d'un conflit, que le taux de chômage chez les jeunes est le plus élevé, et près de la moitié des enfants de la région sont touchés par la pauvreté multidimensionnelle.

Pour lutter contre les effets de la COVID-19 sur les enfants des ménages pauvres et les limiter, Save the Children et l'UNICEF appellent à un élargissement rapide à grande échelle des systèmes et des programmes de protection sociale, y compris les transferts en espèces, les programmes d'alimentation scolaire et les prestations pour enfants à charge, autant d'investissements essentiels qui répondent aux besoins financiers immédiats et serviront de base pour que les pays se préparent à de futures crises.

Les gouvernements doivent également investir dans d'autres formes de protection sociale et mettre en oeuvre des politiques budgétaires ainsi que des interventions en faveur de l'emploi et du marché du travail afin de soutenir les familles. Il s'agit notamment d'élargir l'accès universel aux soins et à d'autres services de qualité, et d'investir dans des politiques favorables à la famille, par exemple des congés payés et des services de garde d'enfants.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, de nombreux pays ont déjà renforcé leurs programmes de protection sociale. Voici quelques exemples :

- En Indonésie, le programme Kartu Sembako, qui fournit une aide mensuelle en espèces pour les produits de consommation élémentaires, a été élargi pour toucher 20 millions de foyers. Les montants octroyés aux familles sont passés de 150 000 à 200 000 roupies indonésiennes par mois.
- En Mongolie, le Gouvernement a multiplié par cinq les prestations mensuelles accordées dans le cadre de son programme d'allocations pour enfants à charge, le montant passant ainsi de 20 000 à 100 000 tugriks par mois pendant six mois.
- En Argentine, le programme d'allocation universelle pour enfant à charge a augmenté le montant des prestations accordées à ses bénéficiaires de 3 100 pesos argentins (47 dollars des États-Unis).
- En Afrique du Sud, plusieurs programmes de protection sociale, y compris l'allocation pour enfant à charge qui concerne 12,8 millions d'enfants, accordent des compléments.
- En Géorgie, le programme d'aide sociale ciblée sera temporairement élargi afin de toucher 70 000 familles supplémentaires. De plus, pendant six mois, 100 lari supplémentaires (31 dollars des É.-U.) par mois seront octroyés aux 21 000 foyers bénéficiaires du programme qui comptent trois enfants ou plus.
- En Arménie, les foyers bénéficiant des allocations familiales recevront un complément équivalent à 50 % des prestations.
- En Colombie, le Gouvernement a créé un programme de revenu de solidarité afin d'octroyer un transfert en espèces aux ménages qui ne bénéficient actuellement d'aucune prestation dans le cadre d'autres programmes publics nationaux. Au 21 mai, plus de deux millions de familles vulnérables avaient reçu un transfert de 320 000 pesos colombiens (soit 81 dollars des É.-U.) en deux versements de mêmes montants effectués en mars et en mai.
- Au Pérou, le Gouvernement offre une prime de solidarité aux ménages ruraux, aux travailleurs indépendants et aux familles vulnérables et a mis en place une nouvelle allocation universelle pour 6,8 millions de foyers. Une attention particulière est nécessaire pour toucher les personnes vivant dans des régions reculées, les populations autochtones et les migrants.

Note aux rédactions :

L'analyse s'appuie sur les projections économiques du FMI et de la Banque mondiale, sur les données concernant l'évolution de la répartition des revenus de l'UNU-WIDER ainsi que sur les données démographiques issues de MICS et d'EDS. Les données concernent plus de 100 pays à revenu faible et intermédiaire.

Contact

Jürg Keim, UNICEF Suisse et Liechtenstein, 044 317 22 41, j.keim@unicef.ch

Fabian Emmenegger, Save the Children Suisse, Tel: 044 267 74 68, E-Mail: fabian.emmenegger@savethechildren.ch

À propos de Save the Children

Save the Children croit en un monde où tous les enfants survivent, ont la possibilité d'apprendre et sont protégés des violences, de la négligence et de l'exploitation. Grâce aux activités que nous menons dans 117 pays, nous touchons les enfants les plus démunis et les plus marginalisés. Nous leur permettons de survivre, d'apprendre et d'être protégés.

Pour en savoir plus sur les interventions réalisées dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, consultez la page:

www.savethechildren.net/coronavirusresponse

À propos de l'UNICEF

L'UNICEF travaille dans certains des endroits les plus inhospitaliers du monde pour atteindre les enfants les plus défavorisés. Dans plus de 190 pays et territoires, nous travaillons pour chaque enfant, chaque jour, afin de construire un monde meilleur pour tous.

Pour en savoir plus sur la COVID-19 et pour obtenir des recommandations concernant la protection des enfants et des familles,

consultez la page www.unicef.org/fr/coronavirus.

Medieninhalte



*Fillette de 6 mois au Mali,
2020*

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100004621/100848499> abgerufen werden.